



Panneau de prévention contre la traite d'êtres humains sur la Nationale 952 dans le district de Vĩnh Xương.

Mobilité prostitutionnelle et représentations

Le cas des prostituées vietnamiennes d'An Giang vers le Cambodge ⁽¹⁾

Cet article entend faire un état des lieux sur la question de la mobilité prostitutionnelle des femmes vietnamiennes entre le Viêt Nam et le Cambodge. Plus exactement, l'objectif est de mettre en perspective les études réalisées au Cambodge à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Qu'est-ce qui a changé sur le terrain dans l'étude de la prostitution dans la région en dix ans ? Et quelle est la vision des choses du côté vietnamien ? Un des arguments avancé par plusieurs études pour expliquer la mobilité prostitutionnelle depuis le Viêt Nam au tournant des années 2000 est la facilité avec laquelle les femmes vietnamiennes peuvent gagner de l'argent au Cambodge. Or les choses se présentent autrement de nos jours comme le suggère le proverbe vietnamien populaire à An Giang « *Il est facile d'aller à Phnom Penh, mais il est difficile d'en revenir* » (*Nam Vang đi dễ, khó về*). Du côté vietnamien, il est toujours aussi aisé de se rendre au Cam-

bodge pour y exercer la prostitution, mais ce dicton laisse entendre que cette option apparaît moins attrayante qu'elle n'a pu l'être.

Dans un premier temps sera présentée la situation de la mobilité prostitutionnelle du Viêt Nam vers le Cambodge à la fin des années 1990. Dans un deuxième temps, nous retracerons la situation actuelle de la mobilité depuis la province d'An Giang en insistant sur le cadre et les représentations vietnamiennes dans lesquelles s'effectue cette mobilité. Nous verrons que la perception au Viêt Nam s'est modifiée pour diverses raisons. La région ciblée par l'enquête se situe entre la province d'An Giang située dans la « région de l'Ouest » (*miền tây*) du delta du Mékong et les provinces de Takeo et Kandal du côté cambodgien. Un terrain de recherche a été mené à An Giang, essentiellement dans la ville de Châu Đốc. En complément, des enquêtes ponctuelles ont été conduites dans six autres districts. Du côté cambodgien, des enquêtes ont été menées dans les provinces de Takeo et Kandal.

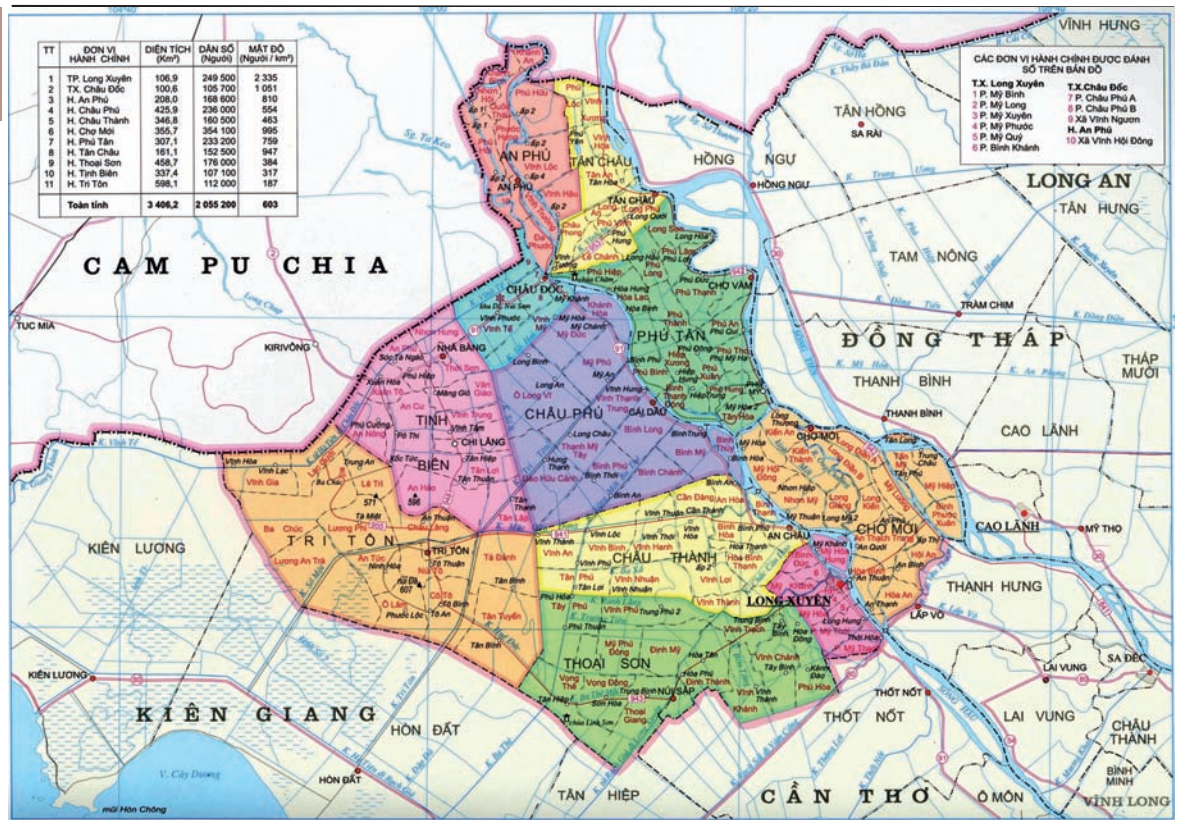
Nicolas Lainez

Texte et photos

(1) Cet article résume une note de recherche publiée par l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC, Bangkok, Thaïlande) et l'organisation non-gouvernementale Alliance Anti-Trafic (AAT, Hô Chi Minh-Ville, Viêt Nam). Elle est téléchargeable en cliquant sur le lien suivant : http://irasec.com/index.php?option=com_irasec&task=publication_detail&publication_id=299. L'étude doit beaucoup aux efforts et au courage de Mme Tạ Mỹ

SOCIÉTÉ

Ngân, assistante et chercheuse au Centre de Recherches en Sciences Sociales et Humaines de l'Université d'An Giang. L'auteur souhaite remercier cette institution pour son aide précieuse sur le terrain.



Carte de la province frontalière d'An Giang

Mobilité vietnamienne vers le Cambodge à des fins de prostitution au tournant des années 2000

La bibliographie sur la mobilité prostitutionnelle depuis le Viêt Nam, ou sur la prostitution vietnamienne au Cambodge en général, est fort limitée. L'étude la plus complète est à notre avis celle d'Annuska Derks (1998), réalisée à un moment où la traite des femmes et des enfants vietnamiens attire fortement l'attention de la communauté internationale du Cambodge. La pauvreté des populations vietnamiennes est la cause principale avancée pour expliquer le développement de la traite et l'entrée des jeunes femmes peu ou pas qualifiées dans la prostitution. Or Anuska Derks (1998 : 7-8) démontre que la grande pauvreté est un facteur important mais non déterminant. L'argent facile de la prostitution est une des raisons avancées par l'auteure (1998 : 7) pour expliquer l'attrait que le Cambodge a pu exercer sur les migrantes prostituées vietnamiennes pendant les années 1990. D'après elle, il était plus facile à l'époque d'exercer la prostitution au Cambodge qu'au Viêt Nam car elle était plus tolérée, bien qu'elle soit toujours théoriquement interdite dans les deux pays. Aussi, les clients cambodgiens percevaient les femmes vietnamiennes comme étant plus belles à cause de leur peau claire, et sexuellement plus imaginatives et performantes que les Cambodgiennes.

La dette est un thème récurrent chez les prostituées vietnamiennes qui exercent au Cambodge dans les années 1990 (Derks 1998, Baker et al. 2003). D'après ces auteurs, les conditions de vie et de travail de ces femmes sont déterminées en grande partie par le montant de leur dette. Les parents de celles qui ont été trompées reçoivent un montant forfaitaire qui est remboursé grâce aux prestations sexuelles de leur fille. Au village de Svay Pak ou Kilomètre Onze (village entièrement dévoué à la prostitution adulte et accessoirement infantile, devenu dès le

milieu des années 1990 un quartier rouge), il n'est pas rare que des mères déposent leurs enfants en échange d'un acompte, ou, dit autrement, qu'elles « louent les services » d'une source de travail dont elles ont le monopole contre une avance sur salaire. Le créancier impose des obligations et des restrictions à l'employée devenue le gage de la dette, notamment l'interdiction de quitter l'établissement sans son autorisation tant que la créance est due, mais il n'en reste pas moins responsable de sa survie et de sa sécurité. Parmi les 857 prostituées que l'équipe de Simon Baker (2003) étudie entre mai 2000 et mars 2002, 90 % des sondées sont endettées à hauteur de 365 US\$. Le montant de la somme avancée dépend selon l'auteur des besoins de la famille, mais aussi de la capacité de la fille engagée à recouvrer la créance en fonction de sa beauté, de son âge et de son aptitude à servir un nombre élevé de clients.

Quantifier l'ampleur du phénomène

La question du nombre de Vietnamiens, prostitués ou pas, résidant au Cambodge est sujette à caution. Rares sont les sources qui avancent des estimations chiffrées sur cette population. Le recensement officiel du gouvernement cambodgien ne donne pas de chiffres par groupes ethniques (viêt, cham, chinois). Néanmoins, il est communément admis que les Vietnamiens constituent la minorité ethnique la plus nombreuse au Cambodge. En 1995, le Département administratif du ministère de l'Intérieur estime à 95.597 le nombre de Vietnamiens résidant au Cambodge pour une population totale de 9.672.000 habitants (Dareth 2009 : 6). D'après une autre estimation gouvernementale (Farrington 2002 : 15), 5 % à 10 % de la population serait d'origine vietnamienne, soit une fourchette comprise entre 390.000 à 780.000 sur 7.8 millions en 1999 (mais ce chiffre est incohérent avec l'estimation précédente car la population n'a pas pu régresser en deux ans). Si ce pourcentage est transposé tel quel au présent, nous obtenons une fourchette de 700.000 à 1.4 millions de Vietnamiens pour une population de 14 millions. Ces estimations sont reprises dans la presse locale et dans les rapports des organisations internationales sans plus de précisions méthodologiques.



Quantifier la mobilité transfrontalière est une question également sujette à caution. Nous n'avons pas trouvé de chiffres à ce sujet, ni de source cambodgienne, ni de source vietnamienne. Les seules données dont nous disposons sont des estimations sur le nombre de prostituées ayant travaillé à Svay Pak. La majorité des femmes qui exerçaient dans ce village était des Vietnamiennes du delta du Mékong issues de la vague de migration économique des années 1990. Le nombre de prostituées y augmenta vertigineusement en 1992 avec l'arrivée du personnel de l'autorité des Nations unies (UNTAC pour *United Nations Transitional Authority in Cambodia*), 20.000 civils et militaires essentiellement de sexe masculin, dont la mission était de préparer des élections et d'installer une démocratie après les années Khmer rouges. Cuc et Flamm (1996 : 112) comptabilisent à cette époque une soixantaine de bordels dans lesquels travaillent 800 femmes et enfants. En août 1995, le feu détruit la plupart de ces établissements sommaires, mais ils sont rapidement reconstruits en brique et sur plusieurs étages. Toutefois, le nombre de femmes diminue et Simon Baker (2003-13) note entre 2000 et 2002 une stabilisation à 20 ou 25 bordels employant de 300 à 400 prostituées âgées de 17 à 22 ans. Nos propres observations effectuées entre 2002 et 2004 confirment ces estimations : environ 25 bordels employaient une quinzaine de prostituées chacun, soit un total approximatif de 375 employées. Ces chiffres ne sont bien évidemment pas représentatifs de la communauté de prostituées vietnamiennes du Cambodge. Ils donnent néanmoins une idée du pouvoir d'attraction qu'un quartier rouge situé dans la banlieue lointaine de Phnom Penh a pu exercer auprès des candidates à l'émigration originaires du delta du Mékong. La rotation du personnel – les interviewées de Simon Baker restent à Svay Pak en moyenne une dizaine de mois – étant caractéristique du lieu, on peut dire sans équivoque que plusieurs milliers de migrantes vietnamiennes sont passées par là entre le milieu des années 1990 et la fermeture de Svay Pak en août 2004.

Diminution de la prostitution vietnamienne au Cambodge

D'après les observations que nous avons effectuées sur Phnom Penh et dans deux provinces frontalières avec le Viêt Nam, force est de constater que le nombre de femmes vietnamiennes qui exercent la prostitution a nettement diminué par rapport à la situation décrite par Anuska Derks et Simon Baker à la fin des années 1990. De nos jours, les anciens quartiers rouges vietnamiens de Phnom Penh (Svay Pak, la rue 63 à proximité du marché central, la « rue des petites fleurs » à Tuol Kok, le carrefour de la 271 à Steung Meanchey, la rue 132 au bord du lac Boeung Kak), qui naguère employaient des centaines de prostituées vietnamiennes ont désormais disparu. Les bordels sommairement construits sur pilotis d'hier ont été remplacés par des immeubles modernes vendus à des prix exorbitants, résultat de la forte spéculation immobilière actuelle. Des prostituées vietnamiennes travaillent encore dans des bidonvilles situés à proximité du fleuve Bassac, des karaokés, des cafés, des bars et des discothèques fréquentés par les touristes et expatriés asiatiques et occidentaux. Or non seulement leur présence s'est considérablement réduite, mais de surcroît, et sans en faire une généralité, toutes les prostituées que nous avons eu l'occasion de rencontrer sont des Vietnamiennes du Cambodge et non des nouvelles migrantes économiques venues du delta du Mékong. Les observations effectuées en province aboutissent au même constat. Les



Le poste-frontière de Ka Om Samna et Vinh Xương, vu du côté cambodgien. Cette route était fort empruntée par les prostituées vietnamiennes des provinces d'An Giang et de Đồng Tháp qui voyageaient au Cambodge dans les années 1990



Le fleuve Vinh Hội Đông, district adjacent à Châu Đốc. Au bout du fleuve se trouve le poste frontalier vietnamien. Une embarcation transporte un groupe de femmes vers le Cambodge.

masseuses du plus important casino de Chrey Thoum (le Grand Dragon) sont toutes cambodgiennes à l'exception d'une seule Vietnamienne originaire de Châu Đốc. Et il ne semble guère y avoir d'établissements de prostitution strictement vietnamienne directe ou indirecte dans les communes frontalières de Phnum Den, Chrey Thoum et Ka Om Samna où nous avons effectué des enquêtes.

Plusieurs éléments sont à prendre en compte pour expliquer la diminution des prostituées d'origine vietnamienne au Cambodge. La mobilisation pour fermer Svay Pak, véritable *eldorado* des migrantes prostituées entre le milieu des années 1990 et 2004, a eu pour conséquence une réorganisation géographique de la prostitution vietnamienne. En résultat, non seulement l'offre est devenue plus clandestine, mais aussi, et surtout, un des principaux foyers d'attraction pour les candidates du delta a fermé ses portes, détruisant des centaines voire des milliers d'opportunités professionnelles. Un autre facteur est la concurrence accrue entre prostituées vietnamiennes et cambodgiennes dans les principales villes du Cambodge. En effet, les premières ne trouvent plus leur place dans la nouvelle géographie prostitutionnelle dont les établissements modernes sont désormais tenus par des patrons aisés d'origine cambodgienne. Le dernier élément est d'ordre juridique. Il est plus que probable que les activités des Vietnamiennes ont été rendues plus difficiles avec le renforcement de la répression policière à

(2) La Loi cambodgienne pour supprimer la Traite des êtres humains et l'Exploitation sexuelle (*Cambodian Law on Suppression of Human Trafficking and Sexual Exploitation*), votée par l'Assemblée nationale du Cambodge le 20 décembre 2007 et approuvée par le Sénat le 18 janvier 2008 criminalise toute forme de prostitution. Elle fait l'objet d'une intense polémique relayée par des associations cambodgiennes réglemmentaristes tel le Réseau de Femmes pour l'Unité (*Women's Network for Unity*) ou par des ONG internationales qui dénoncent des abus policiers commis à l'encontre des prostituées ayant pour conséquence une clandestinisation de la prostitution et un accès rendu difficile aux bénéficiaires de leurs programmes d'assistance sociale et de prévention du VIH/sida.

l'encontre des prostituées depuis plusieurs années, et notamment à la suite de la mise en application en 2008 d'une nouvelle loi qui criminalise fortement la traite et indirectement la prostitution (2). Toutes les prostituées au Cambodge sont actuellement affectées par ce changement de politique. Les Vietnamiennes, plus vulnérables d'un point de vue juridique et social, le sont encore plus.

Représentations actuelles au Viêt Nam sur la mobilité prostitutionnelle vers le Cambodge

« Là-haut [à Phnom Penh], il n'y a que des bordels et de la prostitution. Les Cambodgiens ne sont pas du tout comme nous, les Vietnamiens. Ils volent continuellement. Je suis allé là-bas pour couper du bois, ils te prennent tout ce qu'ils peuvent. Ils sont très méchants. On y va, mais parfois on ne peut plus revenir. Ils barrent la route des gens qui reviennent en bateau et ils les tuent pour voler l'or qu'ils portent sur eux. Ils sont très violents. On ne peut pas vivre avec eux. Ils détestent profondément les Vietnamiens comme nous. Les filles qui vont à Phnom Penh sont parfois vendues au bordel. Ensuite elles ne reviennent plus. Il vaut mieux travailler ici et habiter dans son propre pays. Ceux qui disent que là-bas c'est facile de gagner de l'argent, en faisant le ménage par exemple, ce sont les mêmes qui ensuite trompent et vendent les filles. »

Ce témoignage d'un mototaxi de Phú Lam synthétise les idées reçues sur la mobilité prostitutionnelle vietnamienne au Cambodge. Il continue : « Là-bas [à Phnom Penh], les femmes ne peuvent que faire la "pute" pour gagner de l'argent. » Rares sont les informateurs qui évoquent d'autres options professionnelles pour des jeunes femmes peu ou pas qualifiées émigrées au Cambodge. La prostitution revient inlassablement dans les conversations en étant systématiquement associée à la migration féminine, ce qui porte à croire que nombreuses sont les femmes d'An Giang qui se sont prostituées à Phnom Penh. Le Cambodge n'est jamais présenté comme une destination privilégiée. Au contraire, la vie y serait difficile, il y aurait du chômage et les conditions de vie se seraient dégradées pour les prostituées vietnamiennes par rapport aux années 1990. Ceci ne veut pas dire que le flux de mobilité à des fins de prostitution du Viêt Nam vers le Cambodge se soit définitivement tari car les passeurs continuent de proposer leurs services pour traverser la frontière ou pour placer les candidates dans des établissements de prostitution de Phnom Penh. Mais les informateurs en parlent au passé plutôt qu'au présent.

La réponse d'un groupe d'hommes de Phú Lam à la question de savoir s'il existe des cas de traite des êtres humains ou non dans leur commune est éloquent : « Cette question-là, il ne faut même pas la poser. » À An Giang, la traite n'est pas un tabou mais bien un fait de société débattu et certainement pris en compte dans les choix migratoires et professionnels. Le discours commun véhicule l'idée selon laquelle il existerait d'une part la traite

d'enfants, d'autre part celle des femmes. Les informateurs emploient indifféremment le mot « vendre » (*bán*) et « trompé » (*bị lừa gạt*) sans jamais faire allusion à des réseaux criminels transnationaux organisés. Pour eux, il s'agirait plutôt de chaînes d'individus ou de réseaux sociaux informels. D'une manière générale, la représentation de l'exploitation dont seraient victimes les femmes sur Phnom Penh est très négative. Privées de liberté, elles ne seraient guère autorisées à sortir de leur établissement et encore moins à rentrer chez elles. Un autre élément récurrent du discours est la violence des souteneurs et plus largement des Cambodgiens. Ces derniers frapperaient violemment les femmes vietnamiennes, les défigurant au point de les rendre méconnaissables aux yeux de leur famille. Celles qui fuient et se font rattraper, subiraient les châtiments les plus sévères. Parfois, des parents inquiets partiraient à la recherche de leur fille, mais l'expédition se solderait en échec pour nombre d'entre eux. Selon le témoignage d'une femme du marché de Vinh Hội Đông (district frontalier adjacent à Châu Đốc) qui connaît des prostituées ayant travaillées au Cambodge, certaines reviendraient après avoir été « lâchées », malades, fatiguées, vieilles car « on ne les autorise à rentrer que quand leur vie est finie », dit-elle. Tous ces discours pessimistes nourrissent des dictons populaires comme « Il est facile d'aller à Phnom Penh, mais il est difficile d'en revenir » (*Nam Vang đi dễ, khó về*), expression qui est parfois complétée par « Le garçon part, il trouve une épouse » (*trai đi có vợ*), « La fille revient, elle a un enfant » (*gái về có con*). Autrement dit, lorsque les hommes partent du foyer familial ou du village natal, ils font leur vie ailleurs, tandis que lorsque les femmes partent, elles reviennent seules avec un enfant à charge.

Les discours et les conditions de retour des revenantes sont un autre facteur important à l'origine du changement en matière de représentations. En dépit des récits plus ou moins véridiques de réussite personnelle et économique, nombreuses sont les prostituées qui sont revenues malades et/ou séropositives. Nous avons suivi le cas d'une jeune femme de Châu Đốc qui était partie au Cambodge et en Malaisie pour exercer la prostitution à l'âge de 16 ans, et qui est revenue séropositive des années plus tard. Elle est repartie travailler par la suite dans la province voisine de Kiên Giang, mais elle est revenue peu après, amaigrie et malade, pour mourir de sida près des siens. En effet, les récits sont parfois en parfaite contradiction avec les réalités observables : retour sans économies, corps marqués par la violence et les années de prostitution, enfants métisses d'origine khmère ou occidentale à charge, maladie et sida. Les discours enjolivés ne suffisent plus à nourrir l'image d'un *eldorado* cambodgien d'où il est aisé de revenir. Au contraire, les réalités observables juxtaposées aux récits de tromperie, d'endettement et d'exploitation professionnelle ont sans doute participé à la diminution du flux de mobilité.

L'alternative : mobilité prostitutionnelle locale ou transnationale

La migration locale à des fins de prostitution est un autre élément qu'il convient de prendre en compte pour expliquer la diminution de la mobilité vers le Cambodge. En effet, l'offre en matière de prostitution est aujourd'hui grande à An Giang, comme ailleurs au Viêt Nam. Il y a d'un côté les établissements de prostitution « directe » où sont uniquement proposés des services sexuels, par exemple certaines auberges ou hôtels de passe. Il y a d'un autre côté des établissements de prostitution ca-



Panneau de prévention sur la traite des êtres humains « Combattons avec détermination le trafic de femmes et d'enfants / Ensemble, protégeons femmes et enfants de la traite ». Près d'une école au bord du fleuve Thường Thới Hậu, district de Thường Phước, province de Đồng Tháp.

mouflée ou « indirecte » (karaoké, salon de massage ou de coiffure, restaurant, bar à bière ou *bia ôm*) qui proposent des services complémentaires : musique, sauna, massage, divertissement pendant le repas. La prostitution de rue vient après. L'observation de cette forme de prostitution est intéressante autour du célèbre mont Sam (Núi Sam), lequel est situé à cinq kilomètres au sud-ouest de Châu Đốc. Cette colline haute de 232 mètres abrite une centaine de pagodes et de temples blottis aux creux des grottes. À ses pieds, se trouve le célèbre temple de la Déesse du royaume (Bà Chúa Xứ) où se déroule annuellement un festival les 23^e-27^e jours du quatrième mois lunaire. Núi Sam devient alors un haut lieu de pèlerinage qui accueille des centaines de milliers de visiteurs essentiellement vietnamiens. Les rues ne désertent jamais. Les pèlerins affluent dès le mois de mars bien que le festival se déroule à la fin du mois de mai en calendrier solaire. L'offre en matière de prostitution explose à cette période. Des prostituées racolent des clients pèlerins et locaux, des touristes s'il y en a, au bord de la Nationale 91, et les emmènent dans les auberges en dehors de la ville. D'autres dites « indirectes » travaillent comme serveuses dans des auberges (il y en a plus de 400) et couchent avec les clients en dehors des heures de service. Nombreuses sont les prostituées qui viennent d'ailleurs et disparaissent subitement à la fin de la haute saison. Certaines sont originaires de Núi Sam alors que d'autres viennent des districts adjacents de Tân Châu ou Long Xuyên, voire des provinces voisines comme Kiên Giang ou Đồng Tháp. L'hypothèse d'une forme de mobilité saisonnière à des fins de prostitution qui suivrait le calendrier de festivités locales est totalement absente de la recherche et des politiques de lutte contre la traite et la prostitution à l'heure actuelle.

Une autre alternative consiste à migrer en « ville » (*thành phố*), c'est-à-dire Hồ Chí Minh-Ville ou vers les provinces périphériques en rapide industrialisation comme Bình Dương. Cela a été répété partout. Les arguments sont les suivants : 1) La vie est plus facile à Saigon qu'à Phnom Penh ; 2) Les migrantes qui vont au Cambodge risquent de se faire tromper ; 3) Le Viêt Nam est un pays plus riche et plus sûr que le Cambodge ; 4) Il est préférable d'habiter dans son pays ; 5) Il y a plus d'opportunités professionnelles au Viêt Nam qu'à Phnom Penh ; 6) Les salaires et les conditions de travail sont meilleurs au Viêt Nam.

Il reste enfin la mobilité transnationale vers l'Asie du Sud-Est ou du Nord-Est. Il faut souligner le fait que la mobilité vers la Malaisie, Singapour, Taiwan ou la Corée du Sud à partir des districts frontaliers vietnamiens étudiés a rarement été évoquée par les informateurs. Nous avons repéré deux cas de prostitution en Malaisie ou quelques cas de mariages transnationaux organisés par agence avec Taiwan. Ces derniers types de flux demeurent pour l'instant exceptionnels sur la frontière d'An Giang, même s'ils dessinent une tendance et une évolution des pratiques. En effet, aucune des prostituées rencontrées à Châu Đốc n'est au courant des procédures pour migrer en dehors du périmètre frontalier étudié. En revanche, beaucoup se sont prostituées au Cambodge ou dans d'autres districts ou provinces du delta du Mékong, ce qui prouve leur goût pour la mobilité. Actuellement, la

migration internationale vers l'Asie du Nord-Est, la Malaisie ou Singapour est localisée au sein des districts où se concentrent des réseaux sociaux spécialisés. À An Giang, c'est le district de Thoi Sơn pour les mariages avec Taiwan. Certaines organisations, militants ou politiques voient de la traite dans cette forme de mobilité. Or, les dispositifs qui facilitent la migration transnationale dans cette nouvelle configuration sont légaux et sophistiqués : passeport en règle, circulation dans le cadre des accords de l'ASEAN, vol en compagnie aérienne à bas prix (Air Asia, Jet Star), utilisation des technologies modernes pour la mise en réseaux et l'organisation des rencontres, camouflage des activités de nature illicite au sein d'agences de mariage transnational et de recrutement de main d'œuvre. Dès lors, la mobilité n'est plus un phénomène clandestin et localisé sur des frontières poreuses en milieu rural, mais régional et souvent inscrit dans la légalité. En effet, il est de nos jours plus tentant pour une candidate à l'émigration de se marier à Taipei

« On ne peut pas vivre avec eux. Ils détestent profondément les Vietnamiens comme nous. Les filles qui vont à Phnom Penh sont parfois vendues au bordel. Ensuite elles ne reviennent plus. Il vaut mieux travailler ici et habiter dans son propre pays. »

ou à Séoul ou de se prostituer dans le quartier de prostitution vietnamienne de Joo Chiat à Singapour, après avoir obligatoirement passé par Hồ Chí Minh-Ville, que de partir rejoindre un salon de massage à Phnom Penh rançonné par la police. La démocratisation des moyens de transport, les accords visant à la libre circulation des personnes dans la région du Sud-Est Asiatique et les dispositifs sophistiqués de communication et de versement d'argent sont des éléments qui ne peuvent que faciliter et complexifier la mobilité transnationale dans la décennie à venir. Le paradigme de la traite des années 1990 et 2000 présentant une innocente victime paysanne trompée par un mafieux de la frontière est désormais obsolète. ♦

Bibliographie

Baker (Simon), Saranda (Ly), Saron (Un), Hom Em (Xakha), Samon (Un), *Promotion of community identification and participation in community activities in a population of debt-bonded sex workers in Svay Pak*, Cambodia Horizons Project & Population Council & Cambodian Researchers for Development & Khemara, Bangkok et Phnom Penh, 2003.

Cuc (Ngo Kim), Flamm (Mikel), *Children of the dust: Street children in Vietnam and children in extremely difficult circumstances*. World Vision Thailand, Bangkok, 1996.

Dareth (Pen), « Introduction », in *Ethnic groups in Cambodia*, Center for Advanced Study, Phnom Penh, 2009, (p. 5-17).

Derks (Annuska), *Trafficking of Vietnamese women and children to Cambodia*, International Organisation for Migration & Center for Advanced Study, Phnom Penh, 1998.

Farrington (Anneka), *Living in the shadows. Child trafficking in the ethnic Vietnamese community in Poipet*, International Organisation for Migration, Phnom Penh, 2002.

Nicolas Lainez

Doctorant en anthropologie sociale

École des Hautes Études en Sciences Sociales (France)

Chercheur associé IRASEC (Thaïlande)

Chercheur ONG Alliance Anti-Trafic (Viêt Nam)